



ALAN PROJECT



Notre ministère, sans doute pour plaire au prince en son palais de l'Élysée, a choisi un opérateur de la « start-up nation » proche de la présidence pour couvrir les droits en protection sociale complémentaire en santé pour ses agents : ALAN.

Cette annonce faite fin mai dernier n'est évidemment pas pour plaire à la CGT, ni aux autres organisations syndicales. Quid de la négociation collective ?

En effet, la jeune start-up ALAN a levé des fonds étrangers depuis sa création en 2016. Ses objectifs sont clairement spéculatifs. Est-ce que cette jeune pousse à l'expérience limitée en matière de protection sociale complémentaire, sans point d'accueil physique, pourra défendre les intérêts de ses assurés sur le long terme ? Quelle sera la garantie de la prise en charge des droits des cotisants ? Quelle sera la confidentialité des données pour cet opérateur qui délocalise les datas de ses clients ailleurs en Europe et en Tunisie ?

De plus, cette décision irresponsable de financiarisation de la protection sociale

complémentaire jette aux orties les mutuelles sociales historiques et risque d'affaiblir les droits des assurés.

La CGT constate que cette attaque de l'économie sociale et solidaire par le choix d'un opérateur santé dans le secteur assurantiel à but lucratif et spéculatif, a évidemment un sens, celui des intérêts du capital. Le marché est en effet juteux : 135 000 agents des Finances, sans compter les ayants-droits et retraités potentiels !

Pour la Cigogne, il est regrettable que les agents, finançant la moitié de la cotisation PSC, n'aient pas un droit de regard sur le choix de l'opérateur santé. Ces derniers ont droit à une protection sociale réellement solidaire, de haut niveau et sécurisée par des opérateurs non lucratifs.

The ALAN PROJECT



Teardrop in the cloud

Tout est génial

Pour celles et ceux qui n'en ont pas entendu parler, des scènes d'un film français, Deviens Génial !, ont été tournées récemment dans la demeure du meilleur d'entre nous (la direction).

Cette parenthèse créative a créé chez nous un élan d'inventivité et un désir de se lancer, modestement, dans l'écriture d'un film. Alors, plantons le décor.

Nous nous trouvons dans une ville modeste d'Alsace et le personnage principal est un cadre comptable dans un monde dystopique, très différent du nôtre. Dans ce monde-là, l'attractivité est en berne, la fonction publique vidée de son sens et de sa logique, des start-ups s'implantent partout y compris dans nos mutuelles. Nous savons que l'effort d'invention sera intense mais tentez d'imaginer quelques instants.

Cette vision cauchemardesque, et heureusement lointaine, en tête, écoutons l'idée :

« Antoine Sanfamil s'ennuie dans sa vie, heureusement, il a lu le guide du manager toxique et a enfin trouvé une passion, un but. Depuis lors, harcèlement moral, propos sexistes et pulsions paternalistes rythment ses journées et celle de ses admirables « collaborateurs ».

Alors que le vide dans le cœur d'Antoine se gorge du mal-être au travail de ses équipes, une éclaircie apparaît dans l'orage de son comportement managérial. Des odieuses fiches de signalement viennent troubler sa quiétude de baron Harkonnen local. Rapidement suivi du soutien des ignobles organisations syndicales, Antoine découvre avec stupeur que ses collaborateurs n'apprécient ni ses remarques

déplacées ni ses caprices.

Heureusement c'est là que Haagen Cantona, fêru membre du commandement impérial intervient. Après tout certains collègues n'ont pas fait de fiches de signalement, et toute histoire présente deux facettes. Devant les larmes de frustration d'Antoine, le cœur de Haagen fond, la justice ne passera pas par lui.

Aucune sanction n'entravera le chemin d'Antoine, ni aucune interdiction de pouvoir exercer un pouvoir toxique. Et c'est ainsi que Haagen transporta Antoine à son nouveau poste à responsabilité, vers une nouvelle équipe qui n'en demandait pas tant. »

Heureusement ce n'est qu'une fiction. Jamais dans le monde réel un encadrant accusé de harcèlement, de propos sexistes et de management toxique ne serait nullement sanctionné, et jamais ô grand jamais il ne serait seulement déplacé dans un autre service en conservant ses fonctions d'encadrant. Jamais non plus, le mal-être des agents ne serait balayé d'un revers comme un caprice, une faiblesse ou un complot.

Mais, après tout à la DGFIP, tout est déjà génial.



PRÉVENTION
PROTECTION
SANCTION



**COMBATTRE
LES VIOLENCES
SEXISTES
ET SEXUELLES**

Zoée de service

À l'heure où, dans tous les départements de France et de Navarre, pullule cette maladie nauséabonde du « serrage de ceinture » à outrance, la Cigogne ne peut rester bec scellé.

Entre ceux qui :

- imposent du « *pas de déplacement des EDR plus de 5 jours par mois pour limiter les frais* » ;
- « *refusent les Ordres de Mission permanents dans FDD aux nomades (hors CDL et huissiers)* » et

incite très fortement les collègues à utiliser uniquement les véhicules de service »

→ Transposé au Bas-Rhin, cela équivaldrait à acheter une quinzaine de Zoe pour l'EDR; pas sûr que le budget en sorte gagnant ;

– exigent que « *les EDR doivent soumettre tous les mois, une autorisation de prendre leur véhicule personnel, sous réserve de refus de la Direction.* » Si ce refus est formulé et que les EDR prennent tout de même leur véhicule perso, ils seront remboursés sur le tarif SNCF 2ème classe !

Il y a quelque chose de vraiment pourri en Macronie !

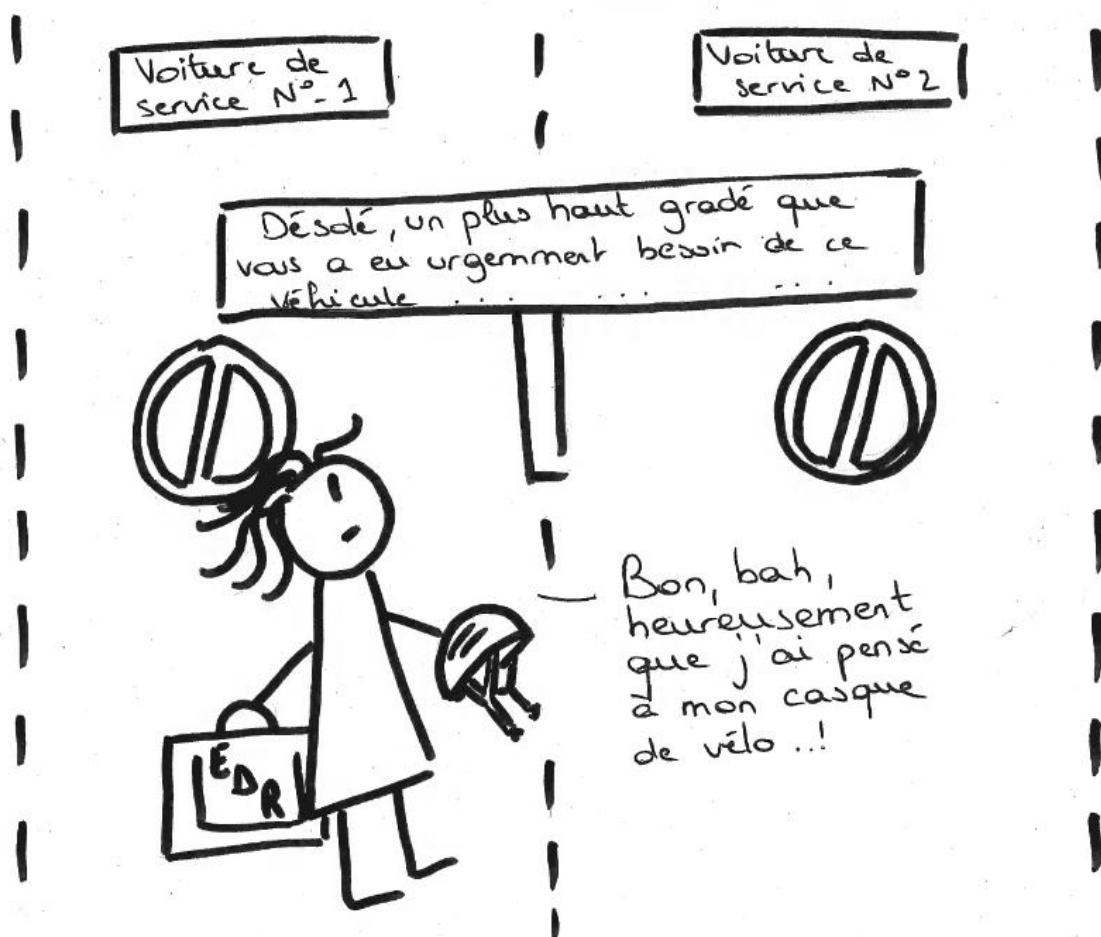
À une autre époque, pas si lointaine, personne (dans les hautes sphères) ne se souciait de t'envoyer à 100 km de ton domicile pour une mission de 2 jours en extrême urgence, entre Noël et Nouvel An, pour faire l'arrêté comptable pour compenser tout un service (officiellement) en arrêt pour intoxication alimentaire (officieusement, en congés).

Et honte à toi si tu avais le malheur de refuser : tu avais les FDD, gros veinard, et ton amplitude horaire ne dépassait guère celle des AFiP – AGFiP en direction.

Maintenant, au nom de l'austérité choisie par Jupiter (mais imposée à tou.te.s), la direction va te demander de faire le boulot à distance... car tu coûtes trop cher à la société.

À ce rythme, bientôt il va falloir payer pour pouvoir aller bosser.

Soyez les bienvenu.e.s dans les futures ex EDR de la DGFIP !



Acronyme

Avec tous les sigles, acronymes, abréviations... utilisés au quotidien dans nos services disparates, dans nos vies privées (pour celles et ceux qui ont la chance d'en avoir une), dans les médias... il arrive qu'on confonde, qu'on se méprenne...

Prenons par exemple CSP :

- dans l'ancienne DGCP, c'était Centre de Services Partagés (l'ancêtre du SFACT-CHORUS, déjà rebaptisé depuis),
- dans la filière fiscale, c'est Contrôle Sur Pièces,
- dans le privé, c'est Catégorie Socio-Professionnelle,
- en droit, c'est soit Code de la Santé Publique, soit Code du Statut Personnel,
- en matière de Sécurité civile, c'est un Centre de Secours Principal,
- en basket, c'est le Cercle Saint-Pierre (Limoges),
- ...

Peu de temps après la fusion DGCP-DGI ont été créées les DBIL : Divisions Budget Immobilier et Logistique (ordre alpha B I L).

Alors, soit les schtroumpfs (mea-culpa Peyo) de Bercy avaient de l'humour à revendre (la Cigogne en doute fortement), soit ils étaient

complètement à la masse, bourrés, torchés... quand ils ont choisi cet acronyme car, même sans faire le moindre effort neuronal, DBIL se prononcera forcément « débile ».

La Cigogne opte donc pour la seconde option dans la phrase ci-dessus.

Il faut dire qu'ici, dans le Bas-Rhin, les autorités ont senti venir le coup : elles l'ont donc rebaptisé DBLI (le quarté, mais dans le désordre).

Certaines mauvaises langues vont aller à dire que ce désordre s'est implanté et est resté bien ancré au sein de cette division. La Cigogne fait valoir son droit de réserve à ce sujet.

C'est comme quand nos parlementaires ont phosphoré sur les nouveaux noms des régions fusionnées et avaient voulu créer la Région ALCHARLOR (en abrégant les anciens noms et en les mettant dans l'ordre alpha : ALSace – CHampagne-ARdennes – LORraine) qui, pour les dialectophones des départements annexés d'Alsace-Moselle, s'entend encore et toujours comme « trou(s) du cul ».

La Cigogne donne donc ce conseil avisé à tous nos très hauts penseurs : « Tournez votre doigt 7 fois dans votre fondement avant de choisir et d'imposer des acronymes de merde ».

JE ME SYNDIQUE à la CGT Finances Publiques

Nom : Prénom :

Grade : Indice :

Adresse administrative :

Bulletin à retourner au syndicat
par l'intermédiaire du correspondant
ou au secrétaire :

Gilles STREICHER

PCRP Strasbourg

10 RUE SIMONIS, 67100 STRASBOURG

Tél : 03 90 41 20 07 ou (0049) 176 7666 49 43

